

NOUVELLE INTERVENTION VIOLENTE DE LA POLICE AU LYCÉE LOUIS JOUVET DE TAVERNY

Nous avons appris ce jeudi 26 septembre 2019 qu'une fois encore, les élèves du lycée Louis Jovet de Taverny (95) ont été victimes d'une intervention violente des forces de l'ordre suite à leur manifestation devant l'établissement.

Malgré les dires du Ministre, nous avons pu constater que la rentrée dans les lycées était loin d'être sereine pour des élèves et personnels confrontés à une réforme contestée de toutes parts et pourtant passée en force.

Dans le lycée Louis Jovet, l'arrivée d'une nouvelle direction a également provoqué de graves problèmes d'administration : des emplois du temps incohérents et épuisants pour les élèves comme pour les adultes, journées à rallonge imposées par les emplois du temps, salles surchargées etc. Ces facteurs ont ainsi obligé les élèves et les collègues à faire part de leur incapacité à travailler sérieusement dans ces conditions.

Malgré les alertes du corps enseignant et des élèves, la direction ne semble pas aujourd'hui totalement consciente des conséquences qu'engendrent tous ces dysfonctionnements.

Suite à un blocus organisé jeudi par les élèves pour protester contre ces conditions d'études catastrophiques, la police est intervenue avec violence, faisant ainsi dégénérer la situation. Arrivés avec des chiens, les forces de l'ordre ont une fois encore illustré les scandaleuses méthodes de gestion des conflits sociaux habituellement observées en banlieue. Ce jeudi a été le théâtre de scènes totalement surréalistes : certains témoins ont

pu fait part d'un usage de gaz lacrymogènes projetés jusque dans l'enceinte de l'établissement et des vidéos montrant un élève menotté et poursuivi par un policier circulent sur tous les réseaux sociaux. La police aurait par ailleurs interpellé au moins quatre élèves.

Déjà en décembre 2018 lors du mouvement des lycéen.ne.s contre Parcoursup, l'établissement avait été, comme d'autres, la cible d'une intervention violente de la part des forces de l'ordre. La brutalité de l'intervention avait même poussé l'ONG Humain Rights Watch à mentionner le lycée dans l'un de ses articles sur la répression en France.

Alors que nous avons encore tout.e.s en tête les images des arrestations de Mantes-la-Jolie, que nous n'avons pas oublié l'élève mutilé l'année passée par un tir de flashball devant son lycée à Garges-lès-Gonesse, nous ne pouvons que condamner une fois encore cette gestion désastreuse de la contestation sociale.



Nous demandons donc à l'administration de prendre ses responsabilités et de :

- Faire toute la lumière sur les incidents de ce jour et de prendre les mesures nécessaires pour que cessent toutes les interventions policières contre des élèves mobilisé-e-s aux abords des établissements scolaires
- Réaffirmer, auprès des chefs d'établissements et des services de police, la liberté d'expression des lycéen.ne.s
- Apporter un appui à la direction de l'établissement pour que des emplois du temps cohérents puissent être mis en place puisque celle-ci n'y semble pas disposée